Avant-propos

Laurence Cros et Frédéric Boily

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/eccs/3848>

DOI : 10.4000/eccs.3848

ISSN : 2429-4667

Éditeur

Association française des études canadiennes (AFEC)

Édition imprimée

Date de publication : 1 décembre 2020

Pagination : 5-10

ISSN : 0153-1700

Référence électronique

Laurence Cros et Frédéric Boily, « Avant-propos », *Études canadiennes / Canadian Studies* [En ligne], 89 | 2020, mis en ligne le 01 juin 2021, consulté le 22 juin 2021. URL : <http://journals.openedition.org/eccs/3848> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/eccs.3848>

AVANT-PROPOS

Laurence CROS, Université de Paris
Frédéric BOILY, Université de l'Alberta

Ce numéro thématique de la revue est né d'une idée originale de notre rédacteur invité, Frédéric Boily, professeur au Campus Saint-Jean (Université de l'Alberta) et spécialiste de la politique canadienne et québécoise, qui a souhaité faire l'examen et le bilan du premier mandat de Justin Trudeau comme Premier ministre du Canada, de 2015 à 2019.

Lors de la campagne électorale de 2015, les libéraux avaient été particulièrement ambitieux en proposant aux électeurs canadiens, s'ils étaient élus, un gouvernement animé par de grandes aspirations. En effet, pour remplacer Stephen Harper, Justin Trudeau avait fait de nombreuses promesses de changement, tout en avançant des orientations radicalement différentes des conservateurs, notamment en matière de politiques sociales et de politique étrangère, sans oublier l'importante promesse de réconciliation avec les peuples autochtones. Cette offre politique, qui a séduit une partie importante de l'électorat canadien, leur a permis de revenir au pouvoir. Il restait cependant à Justin Trudeau et à ses ministres nouvellement élus de transformer les propositions libérales de renouveau en programme de gouvernance.

Or, comme d'autres premiers ministres avant lui, Justin Trudeau s'est rendu compte que les aléas de l'exercice du pouvoir font qu'il n'est pas toujours simple de traduire un programme électoral en politiques gouvernementales. Cela est d'autant plus vrai que Justin Trudeau et son équipe ont rencontré des obstacles imprévus, tout particulièrement avec l'élection de Donald Trump à la présidence des États-Unis. Cette élection a eu pour effet de plonger le gouvernement libéral dans des négociations ardues pour renouveler l'entente de libre-échange nord-américaine. Cet exemple montre que les gouvernements doivent aussi agir en fonction d'événements inattendus ou encore réagir à des « affaires », comme celle de SNC-Lavalin (analysée ici par Alex Marland) qui a défrayé la chronique pendant de nombreux mois. Ce genre d'événements peut amener un gouvernement à modifier ses priorités et même à revoir à la baisse sa volonté d'effectuer des changements. C'est dans ce contexte succinctement décrit qu'il faut jeter un regard approfondi sur certaines réalisations du gouvernement libéral lors de son premier mandat.

Ce numéro accueille en effet des articles qui examinent différentes facettes de ces quatre années où le gouvernement libéral a été confronté à

l'exercice du pouvoir. Que ce soit dans les domaines mentionnés plus haut et d'autres, les libéraux sont-ils parvenus à transformer l'évolution de la politique canadienne dans le sens qu'ils espéraient, et de manière radicalement différente de celle des conservateurs de Stephen Harper ? Les auteurs qui ont répondu à notre appel de textes tentent à leur façon et dans le domaine de spécialisation qui est le leur de répondre à cette question d'ordre général. Pour y arriver, chacun des articles adopte des approches théoriques et méthodologiques différentes, conférant ainsi à l'ensemble du numéro une féconde diversité dans les angles d'analyse et les conclusions. Le lecteur dispose donc de solides analyses lui permettant de juger de l'ampleur du décalage existant, ou non, entre ce qui a été annoncé par les libéraux et ce qui a été réalisé, dans les limites tout de même étroites d'un seul mandat.

Enfin, ce numéro thématique d'*Études canadiennes* constituera aussi un outil précieux pour ceux qui analyseront le deuxième mandat, minoritaire, des libéraux. Avec des travaux comme ceux examinés par Julien Landry dans sa recension des ouvrages parus sur Trudeau, les textes réunis dans ce numéro offrent une base de comparaison qui servira aussi à juger de l'action future du gouvernement libéral au regard d'une pandémie qui, elle aussi, amène le gouvernement à revoir de manière radicale ses orientations budgétaires.

Le numéro débute avec une première partie qui regroupe des articles examinant la politique intérieure du premier gouvernement Trudeau. Suite aux tensions régionales révélées par l'élection de 2019, en particulier dans l'Ouest, Andrew McDougall examine l'idée que Trudeau, et le Parti libéral en général, représenterait le point de vue d'une élite « laurentienne » basée au centre du Canada. Il commence par clarifier ce concept, avant de montrer qu'en effet, les libéraux de Trudeau ont gouverné comme des représentants classiques du « consensus laurentien » et de sa philosophie politique : priorité à la protection des intérêts économiques clés du centre du Canada, adhésion à une vision coopérative du fédéralisme, renforcement des programmes sociaux, élargissement des droits et libertés individuels et promotion des communautés de langues officielles. Il conclut néanmoins que ce « consensus laurentien », comme son nom l'indique, est partagé par les grands partis de gouvernement canadiens. En effet, le prédécesseur de Justin Trudeau, le Premier ministre conservateur Stephen Harper, sans adhérer à un programme laurentien en soi, n'avait toutefois pas véritablement remis en cause le consensus.

Tamara Small nous propose ensuite une évaluation des promesses des libéraux quant à la réforme électorale. La promesse phare était celle de mettre fin au système de vote majoritaire à un tour, mais celui-ci a de nouveau été utilisé pour l'élection de 2019. C'est l'échec du gouvernement à respecter cette promesse

AVANT-PROPOS

phare qui a focalisé l'attention, mais l'auteure montre que le gouvernement libéral a en fait tenu la grande majorité des huit autres promesses de réforme électorale annoncées lors de la campagne.

Nous trouvons à la suite un article de Geneviève Tellier sur la transparence budgétaire sous l'ère Trudeau. En effet, lors de la campagne de 2015, les libéraux avaient promis d'être un gouvernement transparent et ouvert, particulièrement en matière budgétaire. L'article s'intéresse non seulement à la réalisation de cette promesse, mais également aux motivations qui la sous-tendent, pour montrer que les libéraux de Justin Trudeau ont principalement agi en fonction de considérations partisans, plutôt que pour véritablement réformer le processus budgétaire. Comme pour l'article précédent, l'auteure utilise, pour évaluer le degré de réalisation des promesses électorales, la méthode des promesses, inspirée du Polimètre créé par François Pétry, professeur à l'Université Laval, qui nous a malheureusement quittés en septembre 2020.

L'article suivant nous est proposé par Janel Smith et porte sur l'évolution, pendant le premier mandat de Justin Trudeau, de la politique canadienne de santé publique sur les opioïdes. Cette évolution est-elle avant tout rhétorique, ou bien entend-elle donner la priorité aux droits de la personne, plutôt qu'à une application stricte de la loi ? L'article relève les ambiguïtés de l'approche du gouvernement Trudeau et soulève des questions sur la nature politisée de sa stratégie.

L'article suivant, de Blake Brown, porte sur la politique de contrôle des armes à feu promue par le premier gouvernement Trudeau. Là encore, l'auteure souligne les promesses ambitieuses faites lors de la campagne de 2015 pour réduire l'accès des criminels aux armes de poing et aux armes d'assaut. Ces promesses ont été concrétisées par le projet de loi C-71 de 2018 mais a minima, ce qui n'a pas empêché une opposition considérable de la communauté des armes à feu et du Parti conservateur. Par la suite, plusieurs épisodes de fusillades nationales et internationales ont fait pression sur le gouvernement Trudeau pour qu'il mette en œuvre des contrôles des armes à feu plus stricts. Les libéraux, cependant, se sont montrés réticents à prendre des mesures supplémentaires, choisissant plutôt d'inclure de nouveaux engagements dans leur programme électoral de 2019.

Alex Marland nous parle ensuite de l'affaire SNC-Lavalin, qui fut sans aucun doute le scandale majeur du premier mandat de Justin Trudeau. Il établit un parallèle avec des crises précédentes au sein du Cabinet, impliquant des démissions ministérielles et des exemples de discipline de parti, telles que la question des écoles du Manitoba en 1896, la crise de la conscription en 1944 et le

désaccord sur les armements nucléaires en 1963. Si l'affaire SNC-Lavalin a en commun avec les crises précédentes du Cabinet le fait d'avoir mené à une perte de sièges parlementaires pour le parti au pouvoir lors des élections suivantes, l'auteur souligne la spécificité de l'épisode car c'est le premier à impliquer des femmes ministres et les réseaux sociaux, et le seul à émerger à propos d'une question politique relativement obscure.

Enfin, nous présentons un article de Chedly Belkhodja et Catherine Xhardez sur la gestion de l'immigration par Justin Trudeau, qui vient illustrer son fameux : « Nous sommes de retour » sur la scène internationale. L'article analyse deux moments forts : l'accueil des réfugiés syriens en 2015-2016 et les arrivées irrégulières à la frontière canado-américaine à partir de 2017. La comparaison de ces deux événements souligne que la gestion de l'immigration légale, en particulier l'accueil très médiatisé des réfugiés syriens, va permettre à Justin Trudeau de développer un discours optimiste et compassionnel qui diffère de celui du précédent premier ministre, le conservateur Stephen Harper. Néanmoins, ce discours va rencontrer ses limites face à la recrudescence de l'immigration irrégulière à la frontière avec les États-Unis, et des enjeux politiques majeurs qui l'accompagnent.

Cet article sur l'immigration nous sert de transition avec la partie suivante, qui fait le bilan de quelques aspects de la politique étrangère du premier gouvernement Trudeau. Marc-André Anzueto s'intéresse aux politiques canadiennes de droits humains en Colombie et au Guatemala. Durant les mandats de Stephen Harper, la priorité donnée aux intérêts miniers au sein de la politique étrangère du Canada avait parfois semblé empêcher une véritable promotion des droits humains dans cette région. Le gouvernement de Trudeau a-t-il pu résoudre cette contradiction ? L'étude comparative des politiques canadiennes de droits humains au Guatemala et en Colombie nous montre que le caractère contradictoire des politiques « altruistes » menées dans les États au sein desquels le Canada a des intérêts dans le secteur extractif perdure.

Nous proposons ensuite un article de Francis Perreault, qui évalue l'efficacité du gouvernement Trudeau à négocier un programme commercial progressiste lors de l'élaboration du nouvel Accord Canada-États-Unis-Mexique (ACÉUM). Cette approche progressiste du commerce international vise à rendre la mondialisation plus équitable, avec une meilleure protection des travailleurs et l'environnement, mais aussi une meilleure prise en compte des critères de genre et des intérêts de groupes fragiles tels que les peuples autochtones. Examinant les objectifs du gouvernement Trudeau dans ces domaines particuliers, puis les comparant avec les dispositions du précédent Accord de libre-échange nord-américain (ALÉNA), l'auteur conclut que le gouvernement Trudeau a obtenu de

AVANT-PROPOS

bons résultats. Il apporte toutefois un bémol à cette analyse, car l'examen des objectifs des partenaires du Canada révèle que l'essentiel des acquis est dû à des initiatives provenant des États-Unis.

La partie suivante s'intéresse au thème crucial de la communication politique, d'une part celle promue par le premier gouvernement Trudeau, et d'autre part celle dont il a été la cible. L'article de Mireille Lalancette et Vincent Raynauld sur la création d'images politiques et le cadrage visuel sur Instagram leur permet d'analyser comment le leadership de Justin Trudeau est représenté sur ce media social si important. Pour ce faire, ils s'appuient sur une analyse de tous les messages du compte Instagram de Justin Trudeau au cours de l'année qui a suivi son élection au poste de premier ministre du Canada. Ils montrent comment le cadrage visuel des messages Instagram a permis de générer des récits politiques stratégiques qui soulignent et renforcent sept caractéristiques constitutives de son leadership politique. Au-delà de l'intérêt de cet article pour mieux comprendre la communication numérique de Justin Trudeau, il contribue aux travaux en cours sur le rôle du visuel dans la stratégie de communication des femmes et hommes politiques sur les médias sociaux, au Canada et à l'étranger.

Nous présentons ensuite un deuxième article sur la question de la communication politique, celui de Laurence Arrighi et Annette Boudreau sur l'évaluation médiatique de la langue de Justin Trudeau dans la presse francophone internationale. Via un petit corpus de 22 textes de presse internationale francophone de 2016 à 2020, soumis à une analyse de discours, les auteures montrent que le traitement de l'usage de la langue française par Justin Trudeau oscille entre dénigrement et admiration. Elles mettent en lumière les fondements idéologiques, les facteurs sociolinguistiques ainsi que les intérêts sociaux et politiques qui sous-tendent ces réactions, ce qui leur permet d'élargir leur propos à quelques réflexions sur les idéologies linguistiques dominantes dans la francophonie.

En conclusion de ce dossier thématique, nous proposons tout d'abord une note critique de Julien Landry, qui fait un « bilan des bilans » portant sur cinq ouvrages récents consacrés à Justin Trudeau, allant de l'examen des spécialistes en action publique aux rétrospectives médiatiques, en passant par l'analyse politique des idéologies. L'auteur résume les ouvrages et les situe en fonction de leurs points de vue, et nous montre comment ils clarifient les forces qui ont influé le bilan et la perception du premier gouvernement Trudeau.

Enfin, il était difficile de résister au désir d'ajouter à ce bilan du premier gouvernement Trudeau (2015-2019) un petit élément de prospective, tel que nous l'apporte Frédéric Boily dans son article qui compare l'action de Justin Trudeau

et celle des premiers ministres provinciaux face à la Covid-19. L'auteur montre combien les choses ont changé rapidement, et de façon radicale, depuis la réélection des libéraux avec un gouvernement minoritaire en octobre 2019. En effet, la crise sanitaire mondiale s'est imposée en enjeu majeur de l'année 2020 et a conduit à un réexamen radical des priorités du deuxième gouvernement Trudeau, ainsi que des circonstances dans lesquelles il exerce le pouvoir. Alors qu'elle aurait pu affaiblir davantage un gouvernement en posture minoritaire, elle semble au contraire lui avoir permis de « reprendre l'initiative et de se comporter comme un gouvernement majoritaire national avec une panoplie de mesures économiques ». Ainsi Justin Trudeau, mais aussi la majorité des premiers ministres provinciaux, ont-ils pu renforcer leur leadership via l'exercice d'un « paternalisme doux », et cela sans que la crise sanitaire n'entraîne de conflits majeurs sur le plan des relations fédérales-provinciales.

À la suite de ce dossier thématique et dans un registre très différent, la revue propose dans sa rubrique Varia un article de Martin Simard et Carl Brisson sur les enjeux et défis de la gouvernance biculturelle, en partant de l'étude du gouvernement régional de l'Eeyou-Istchee-Baie-James. Cette instance administrative a succédé en 2014 à la municipalité de Baie-James pour gérer les terres de catégories II et III, selon le système institué par la Convention de la Baie-James et du Nord québécois. Il s'agit d'une administration mixte dont le conseil est composé à parts égales d'autochtones et d'allochtones, qui constitue donc une expérience de gouvernance territoriale originale par son caractère biculturel. Sur la base d'une analyse de contenu des procès-verbaux des réunions du conseil d'administration entre 2014 et 2019, les auteurs posent la question de savoir si la collaboration biculturelle au sein du conseil permet de dépasser les tensions historiques entre les deux communautés de la région, et produit des solutions innovantes aux nombreux défis auxquels elle fait face.

Un grand merci à Frédéric Boily d'avoir proposé et coordonné ce beau numéro, et à tous les participants, contributeurs et évaluateurs, d'avoir permis la parution normale, malgré les circonstances très particulières de cette année 2020.